

## DE L'INDÉPENDANCE À LA GUERRE CIVILE A LA DESINTEGRATION DE L'ETAT LIBANAIS

*Par François Boustani*

### L'ÂGE D'OR DU LIBAN

Les Libanais, et les chrétiens en particulier, restent profondément nostalgiques de l'âge d'or du Liban, cette période lumineuse qui s'ouvrit après l'indépendance sous la présidence de Camille Chamoun et se prolongea jusqu'à celle de Soleiman Frangié. À la veille de la guerre civile, en 1975, Beyrouth était célébrée comme لألاءة الشرق — la « Perle de l'Orient » —, alliant avec subtilité le charme de l'Orient à la modernité occidentale. Ses écoles, ses universités, ses hôpitaux, ses terrasses animées, ses salles de cinéma, ses immeubles cossus et ses souks colorés rivalisaient largement avec les grandes capitales européennes. Avec ses sites touristiques, ses hôtels de luxe, ses stations balnéaires et ses domaines skiables, le Liban s'imposait comme la destination de prédilection des touristes arabes et étrangers. Des chefs d'État de la région, à l'image de l'émir du Koweït, venaient y chercher la fraîcheur estivale de la montagne libanaise. Le boom pétrolier dans les pays du Golfe donna une impulsion décisive à l'économie : la monnaie se stabilisa, et le dollar, qui s'échangeait contre trois livres libanaises à la fin des années soixante, n'en valait plus que 2,2 en 1975. L'économie connut une croissance de 10 % par an entre 1966 et 1973, et le revenu annuel par habitant bondit de 585 dollars en 1971 à 1 300 dollars en 1974. Cet essor spectaculaire resta cependant l'apanage d'une étroite caste de privilégiés : faute de politiques de redistribution, les plus démunis en furent largement exclus, semant les germes du ressentiment et des revendications sociales qui allaient bientôt embraser le pays.

### Béchara el Khoury : les fondations et les dérives

Béchara el Khoury peut légitimement s'enorgueillir d'avoir accompli des actes fondateurs pour la République libanaise. Du Pacte national à la fondation de la Ligue arabe, de la proclamation de l'indépendance à l'évacuation des troupes françaises, son bilan historique est indéniable. Pourtant, son mandat brille par l'absence de grandes réalisations économiques et infrastructurelles.

Sa présidence fut surtout ternie par le népotisme, l'affairisme et le culte de la personnalité. Un système de corruption bien huilé, incarné par son frère Salim — surnommé le « Sultan » —, alimentait un clientélisme généralisé. À la suite d'élections truquées en mai 1947, où le nombre de votants dépassa parfois celui des inscrits dans certains bureaux de vote, il s'assura un Parlement acquis à sa cause, lequel vota la révision de l'article 49 de la Constitution interdisant la réélection d'un président sortant. Son mandat fut également marqué par la guerre israélo-arabe et la création de l'État d'Israël en mai 1948, dont la conséquence directe fut l'afflux de 130 000 réfugiés palestiniens au Liban. Réélu en septembre 1949, cette réélection éroda son prestige jusqu'à le contraindre à la démission en septembre 1952, à la suite d'une fronde orchestrée par deux de ses anciens alliés, Kamal Joublatt et Camille Chamoun. Le général Fouad Chéhab, chef de l'armée, assura l'intérim avant de céder le pouvoir à Camille Chamoun, élu régulièrement pour lui succéder.

### Camille Chamoun : l'âge d'or en marche

Le mandat de Camille Chamoun fut marqué par un essor économique remarquable et une liste impressionnante de réalisations : construction de l'aéroport international de Beyrouth à Khaldé, fondation de l'Université libanaise et de la Cité sportive, lancement de la télévision libanaise, inauguration des grottes de Jeita, ouverture du Casino du Liban, création du Festival de Baalbek, construction des hôpitaux de Saïda et de Baabda, instauration du droit de vote pour les femmes,

modernisation de l'armée avec l'acquisition des avions Hawker Hunter, déploiement du téléphone automatique, création du lac de Qaraoun, construction de l'autoroute littorale Tripoli-Naqoura, et adoption du secret bancaire qui provoqua un afflux massif de capitaux, notamment arabes, vers le Liban.

La fin de son mandat fut cependant assombrie par une grave crise politique. Chamoun se trouva confronté à une opposition hétéroclite, à la fois sur le plan politique et confessionnel — majoritairement musulmane, mais comptant dans ses rangs des figures maronites de premier plan comme Béchara el Houry, Hamid Frangié, et même le Patriarche maronite Mgr Boulos el Meouchi. Cette crise intérieure s'inscrivait dans le contexte de l'antagonisme régional irako-égyptien, consécutif au Pacte de Bagdad de 1955. L'opposition recevait le soutien de la République Arabe Unie, qui l'alimentait en armes via la Syrie, tandis que les pays du Pacte de Bagdad appuyaient Chamoun.

Tout commença en 1956, lorsque la France, la Grande-Bretagne et Israël attaquèrent l'Égypte de Nasser à la suite de la nationalisation du canal de Suez. Chamoun condamna cette agression mais refusa de rompre les relations diplomatiques avec Paris et Londres, provoquant la démission du président du Conseil Abdallah el Yafi, remplacé par Sami el Solh. Une période de tensions politiques s'ouvrit alors, émaillée de manifestations, de grèves et d'affrontements. Le plus meurtrier eut lieu en juin 1957 dans une église de Méziara, un petit village du Nord-Liban, où s'affrontèrent les familles maronites partisans de Chamoun — les Douaihi — et leurs adversaires — les Frangié et les Mouawad.

L'adhésion du Liban à la doctrine Eisenhower en 1957 — visant à aider les pays du Moyen-Orient à contrer le communisme par des aides économiques et militaires — conféra à ce conflit local une dimension internationale, le propulsant au cœur de la guerre froide entre Washington et Moscou. L'assassinat, le 8 mai 1958, du journaliste chrétien Nassib Metni, proche de l'opposition, mit le feu aux poudres. Des affrontements éclatèrent dans tout le pays, prenant les contours d'un conflit confessionnel : les chrétiens souverainistes et pro-Chamoun face aux musulmans nassériens favorables à une union du Liban avec la RAU. Le Pacte national, conclu quinze ans plus tôt, commençait à se fissurer dangereusement.

À Tripoli, le drapeau de la RAU fut hissé sur la citadelle. Une ligne de démarcation se dessina au cœur même de Beyrouth, séparant Achrafieh — tenue par le parti Kataëb — de Basta, contrôlée par les insurgés musulmans. Le conflit s'étendit à la montagne druze, où s'affrontèrent les partisans de Chamoun et de son allié druze Majid Arslan d'un côté, et ceux de Kamal Joumblatt de l'autre. À Zghorta, les fidèles de Hamid Frangié et de René Mouawad, maronites hostiles à Chamoun, s'opposèrent aux clans Douaihi et Karam.

Le coup d'État en Irak, le 14 juillet 1958, qui renversa la monarchie hachémite, précipita la réponse américaine : dès le lendemain, quelque 14 000 marines débarquèrent à Khaldé, dépêchés par la VIe flotte en Méditerranée. Une solution politique fut finalement trouvée : Chamoun renonça au renouvellement de son mandat, et l'Égypte comme les États-Unis s'accordèrent sur le nom du général Fouad Chéhab pour lui succéder.

Malgré l'élection du président Chéhab et la présence américaine, les hostilités ne s'éteignirent pas immédiatement. L'assassinat d'un journaliste le 19 septembre servit de prétexte au parti Kataëb pour déclencher ce que l'on appela la « contre-révolution » : une grève générale d'une vingtaine de jours. La solution politique, fondée sur le principe du *lā ghālib wa lā maghlūb* — ni vainqueur ni vaincu —, prit finalement forme avec la constitution d'un gouvernement d'union le 14 octobre 1958, présidé par Rachid Karamé et comprenant Hussein Ouaini, Pierre Gemayel et Raymond Eddé.

**Fouad Chéhab : l'État réformateur**

Conscient que les sunnites libanais demeuraient acquis à la cause de Gamal Abdel Nasser, le président Fouad Chéhab inaugura son mandat par une rencontre symbolique avec le chef égyptien, organisée à la frontière libano-syrienne. Soucieux de la dignité de sa fonction, Chéhab exigea que l'entretien se déroulât dans une tente dressée à cheval sur le frontière séparant les deux pays. Cet accord entre les deux présidents ouvrit une décennie de stabilité. Sur le plan intérieur, Chéhab s'attacha à maintenir l'équilibre entre les communautés, s'appuyant sur Pierre Gemayel, Rachid Karamé et Kamal Joumblatt.

À la différence de ses deux prédécesseurs Béchara el Khoury et Camille Chamoun, tous deux proches des Britanniques, Fouad Chéhab était francophone et francophile, marié à une Française, Rose Boittiaux. Son modèle était le général de Gaulle, qu'il avait connu et admiré en 1930 lorsque celui-ci dirigeait le 3e Bureau du Commandement supérieur des Troupes françaises du Levant. Le destin voulut qu'ils se retrouvassent simultanément à la tête de leurs pays respectifs.

Peu confiant dans l'intégrité des Libanais — et notamment des politiciens qu'il qualifiait volontiers de « fromagistes » —, il fit appel à des conseillers français dans le cadre de la mission IRFED-Liban, dirigée par le père dominicain Louis-Joseph Lebreton. Il eut à cœur de développer les périphéries musulmanes libanaises, longtemps réfractaires à l'idée même d'appartenir au Liban. Soucieux de doter le pays d'institutions solides, il procéda à une réforme en profondeur de l'État, dont les fruits furent nombreux : la Caisse nationale de la Sécurité sociale, l'Inspection des finances, la Cour des comptes, le Conseil d'exécution des grands projets, le Conseil supérieur de la magistrature, le Conseil d'État, le Conseil de la fonction publique, l'Inspection centrale, l'Institut des études judiciaires, le Conseil du Plan et du développement économique, et la Foire internationale de Tripoli.

Homme intègre, méprisant les honneurs et l'argent, Chéhab refusa le renouvellement de son mandat, estimant avoir accompli sa mission et qu'il ne saurait être question de toucher à la Constitution. L'élection de son successeur Charles Hélou se déroula démocratiquement, sans ingérence étrangère — l'une des rares exceptions dans l'histoire politique du Liban.

### **Charles Hélou : apogée et déclin**

Francophone et francophile, homme de culture et grand humaniste, Charles Hélou incarne l'apogée de l'âge d'or libanais. Son mandat est marqué par un rayonnement international, illustré notamment par sa visite officielle en France à l'invitation du général de Gaulle.

Mais c'est également sous sa présidence que seront signés les Accords du Caire, décision lourde de conséquences qui entraînera le Liban dans le tourbillon du conflit proche-oriental, jusqu'à l'y broyer.

### **LA DÉSINTÉGRATION DE L'ÉTAT LIBANAIS**

Le point de départ de la désintégration de l'État libanais est l'arrivée à Beyrouth de Yasser Arafat, qui se sert de Kamal Joumblatt et de l'islam sunnite comme couverture politique pour faire basculer le Liban dans le redoutable engrenage du conflit proche-oriental. La suite est l'œuvre du génie autodestructeur des Libanais eux-mêmes. Du côté chrétien, la séquence qui va les conduire en enfer pourrait se résumer ainsi : le dramatique assassinat de Tony Frangié en juin 1978, le combat pour l'unification des milices chrétiennes en 1979, les horribles massacres de Sabra et Chatila en 1982, l'absurde guerre de la Montagne en 1983, la rupture en 1985 entre Amine Gemayel et les Forces libanaises menées par Samir Geagea et Élie Hobeika, le conflit qui oppose ces deux derniers en 1986, et enfin la guerre de libération du général Aoun contre les troupes syriennes en 1989, suivie de sa guerre d'élimination contre les Forces libanaises en 1990.

Malgré la responsabilité évidente des dirigeants libanais, beaucoup de Libanais considèrent que la guerre qui ravagea leur pays ne fut pas à proprement parler une guerre civile, mais une guerre

proche-orientale livrée sur le sol libanais : les Syriens y jouaient les pompiers pyromanes, cherchant à contrôler à la fois le Liban et la carte palestinienne ; les Palestiniens croyaient avoir trouvé au Liban une patrie de substitution ; les Israéliens, quant à eux, n'étaient préoccupés que par leur propre sécurité. Dans ce grand jeu des puissances étrangères, la France, protectrice historique du Liban, confia sous Giscard d'Estaing le dossier libanais aux Américains. Échaudés par leur expérience vietnamienne, ces derniers se refusèrent à toute intervention directe et sous-traitèrent le conflit aux Syriens.

### **Les grands acteurs politiques**

Avant de retracer la chronologie de la tragédie, il convient de dresser le portrait des personnalités qui en furent les protagonistes.

*Camille Chamoun*, figure charismatique et séduisante, possédait un sens politique profond et un courage légendaire. Attaché au libéralisme économique, il était résolument pro-britannique.

*Souleiman Frangié* était un patriote sincère, mais gouvernait avec une mentalité féodale et naviguait à vue en politique.

*Élias Sarkis*, homme intègre et courtois, maîtrisait mal les enjeux géostratégiques du Proche-Orient et était davantage taillé pour la haute administration que pour la politique. Formé à l'école chéhabiste, il chercha à maintenir l'équilibre entre les communautés. Réalisant cependant que les musulmans libanais étaient entièrement otages des Syriens et des Palestiniens, il infléchit sa position à partir de 1979 et se rapprocha de Bachir Gemayel, qui devint son candidat à la présidence. Son ministre des Affaires étrangères, Fouad Boutros, demeura néanmoins méfiant envers Bachir et le Front libanais. Dans ses mémoires, Boutros ne cesse de dénoncer les Syriens et les Palestiniens qui se comportent en rapaces, sans pour autant proposer de solution pour les contraindre à quitter le Liban. Il y déplore à maintes reprises la position de l'islam libanais qui, malgré le prix payé par le pays, restait attaché à la présence armée palestinienne.

*Bachir Gemayel* suscita un immense espoir chez les chrétiens libanais. Son ascension fut fulgurante, même s'il emprunta un chemin sans issue — son assassinat avait d'ailleurs été prédit par un conseiller de l'ambassade américaine à Beyrouth. Il n'en reste pas moins que c'est grâce à lui que le Liban se débarrassa de l'État dans l'État qu'Arafat avait installé à Beyrouth.

*Pierre Gemayel*, doué d'un flair politique certain, courageux et intègre, avait organisé le parti phalangiste selon une hiérarchie pyramidale inspirée de la Compagnie de Jésus, dont il avait été l'élève, concentrant l'essentiel des décisions entre ses mains. Gardien fervent de la Constitution, qu'il considérait comme la garantie fondamentale de la survie des chrétiens, il était un soutien indéfectible de la présidence de la République. Au fil des années soixante-dix, il évolua du « phénicianisme » vers la reconnaissance de l'identité arabe du Liban. Ne souhaitant pas couper le Liban de son environnement arabe, il se montrait réticent à toute collaboration avec Israël et demeurait attaché au Pacte national de 1943 et au dialogue intercommunautaire.

*Kamal Joumblatt*, obnubilé par son désir d'accéder à la présidence de la République et animé d'un désir de revanche des druzes sur les maronites qui remonte à cent quarante ans, n'hésita pas à suivre Arafat dans son entreprise destructrice de l'État libanais. Son fils *Walid*, en revanche, esprit curieux et cultivé, sut guider la communauté druze à travers les moments les plus périlleux et défendit la liberté au Liban — même si son soutien à la présence armée palestinienne reste une tache dans son bilan.

*Saeb Salam*, de culture anglo-saxonne et familiarisé avec la mentalité chrétienne, était un chef sunnite modéré qui œuvra à la conciliation entre les communautés, tout comme Abdallah el Yafi. Tous deux suivirent néanmoins Yasser Arafat en 1975, à l'instar de Rachid Karamé, pourtant fervent chéhabiste et proche des milieux chrétiens de Tripoli.

*Sélim Hoss*, réputé ouvert, cultivé et modéré, se révéla décevant : sans courage politique, soucieux avant tout de sa propre sécurité, il était entièrement inféodé aux Syriens et aux Palestiniens. À l'opposé, *Chafic Wazzan*, sans craindre les menaces qui pesaient sur lui, collabora loyalement avec Élias Sarkis et Fouad Boutros pour tenter de renforcer l'État libanais.

*L'imam Moussa el Sadr*, remarquable orateur, d'une grande intelligence et d'un charisme indéniable, attira dès 1963 l'attention du Deuxième Bureau, qui le signala au président Chéhab. Ce dernier le reçut et donna l'ordre de le soutenir. Pour sortir la communauté chiite de sa léthargie, Sadr fonda le Mouvement des déshérités, qui bénéficia de l'appui des chrétiens. Pendant la guerre civile, il joua un double jeu : soutenant les Palestiniens sur le terrain tout en les critiquant en privé. Il prit ses distances avec Kamal Joumlatt, qu'il accusait de vouloir combattre les maronites jusqu'au dernier chiite.

*Raymond Eddé*, être d'une intégrité, d'un raffinement et d'une civilité rares — convenant davantage au Sénat français qu'aux âpres réalités de la politique libanaise —, fut loué pour sa modération et sa neutralité pendant la guerre civile. Mais l'heure n'était pas à la neutralité ; elle appelait l'engagement face à la menace palestinienne. Lors des élections présidentielles de 1976, il avoua en privé appréhender d'être élu à cette fonction.

Reste enfin *le général Michel Aoun*, chantre à ses débuts d'un Liban libre et souverain, qui n'eut pas de scrupule à retourner sa veste pour servir de couverture politique au projet iranien au Liban.

### **Aux origines de la tragédie**

Le Liban avait échappé à la guerre israélo-arabe de 1967 et n'avait connu aucun affrontement militaire sur son territoire. Mais l'ampleur de la défaite arabe allait avoir des conséquences tragiques pour le pays. Face à l'affaiblissement des régimes arabes — et notamment de celui de Nasser —, les Palestiniens menés par Yasser Arafat, soutenus financièrement par les pays du Golfe, prirent leur destin en main et s'engagèrent dans la lutte armée. Ne pouvant attaquer Israël ni depuis l'Égypte ni depuis la Syrie, ils choisirent de le faire depuis la Jordanie et le Liban, maillon faible parmi les États frontaliers de l'État hébreu.

### **L'infiltration armée palestinienne et les Accords du Caire**

Dès 1968, des fedayin palestiniens attaquèrent Israël à l'aide de lance-roquettes soviétiques Katioucha, à travers la frontière sud du Liban, sur une ligne allant de Chabaa et Kfarchouba jusqu'à Hasbaya. Ces offensives suscitèrent rapidement des représailles israéliennes contre les villages du Sud-Liban. L'activisme incontrôlé des fedayin dégénéra bientôt en escarmouches avec l'armée libanaise, soucieuse de la souveraineté du pays. Le Deuxième Bureau réussit à arrêter un groupe de treize fedayin menés par un certain Abdallah, qui, soumis aux techniques d'interrogatoire, finit par révéler qu'il n'était autre que Yasser Arafat lui-même.

Portée par les moyens financiers des pays du Golfe, la présence militaire palestinienne s'accrut rapidement et s'afficha ouvertement à Beyrouth. Elle trouva un terreau fertile auprès de la gauche libanaise menée par Kamal Joumlatt et de la communauté sunnite. Signe révélateur de l'époque : lors des funérailles d'un responsable palestinien tué dans un affrontement avec les Israéliens, le mufti de la République Hassan Khaled conduisit un cortège de plusieurs dizaines de milliers de personnes, majoritairement sunnites, jusqu'à la frontière syrienne.

Les représailles israéliennes aux tirs de Katioucha se multiplièrent. La plus spectaculaire fut l'attaque contre l'aéroport de Beyrouth, dans la nuit du 28 décembre 1968. Connue sous le nom d'opération « Gift », elle mobilisa soixante-quatre combattants d'élite hélicoptérés, commandés par Raphaël Eytan — qui conduirait plus tard l'invasion du Liban en 1982. En quelques heures, treize avions appartenant à des compagnies libanaises, majoritairement à la MEA, furent détruits. Cette opération répondait au

détournement d'un appareil israélien de la compagnie El Al sur l'aéroport d'Alger en juillet 1968, puis à la destruction d'un autre avion de la même compagnie à Athènes le 26 décembre, les deux attentats ayant été revendiqués par des Palestiniens opérant depuis le Liban.

La montée en puissance militaire des fedayin déboucha sur un premier affrontement avec l'armée libanaise, le 16 avril 1969, au village de Kafr Kila dans le Sud-Liban. Dans la foulée, les partis de gauche appelèrent à une grève générale et à une manifestation le 23 avril, accusant l'armée de vouloir « liquider la cause palestinienne ». La manifestation dégénéra en affrontements avec les forces de l'ordre, faisant plusieurs morts et blessés des deux côtés. En signe de solidarité avec les manifestants, le Premier ministre Rachid Karamé démissionna le lendemain, refusant même d'expédier les affaires courantes. La crise atteignit son paroxysme le 23 octobre 1969, lorsque les autorités sunnites civiles et religieuses, réunies sous la houlette du mufti Hassan Khaled, lancèrent un ultimatum : toute mesure limitant le mouvement des fedayin sur le sol libanais devait être annulée, sous peine d'un boycott général du pouvoir.

Le pays se trouva dès lors scindé en deux : les chrétiens appuyant l'armée, les musulmans soutenant les fedayin. Une solution parrainée par le président Nasser finit par s'imposer, aboutissant aux Accords du Caire, signés le 3 novembre 1969. Tout en affirmant, dans leur article 13, la souveraineté des autorités libanaises sur l'ensemble du territoire national, ces accords accordaient aux Palestiniens le droit de s'armer, d'assurer eux-mêmes la sécurité dans leurs camps, de circuler librement avec leurs armes sur l'ensemble du territoire libanais et d'engager la lutte armée contre Israël depuis le Liban. Surgit rapidement dans la région du Aarkoub une zone entièrement tenue par les fedayin, échappant à toute autorité étatique libanaise, et que l'on surnomma bientôt le « Fathland ».

La signature de ces accords se fit dans des conditions rocambolesques. Dans le contexte de la sympathie arabe envers la cause palestinienne et de l'appui dont elle jouissait auprès d'une grande partie des musulmans et de la gauche libanaise, ces accords ne pouvaient se conclure qu'au détriment du Liban. Ne voulant pas en assumer la responsabilité, de nombreux responsables libanais s'abstinrent de se rendre au Caire. Sollicité pour présider la délégation libanaise, le Premier ministre démissionnaire Rachid Karamé se récusa à la dernière minute, prétextant un empêchement familial. Il fut remplacé par le directeur général du ministère des Affaires étrangères, Najib Sadaka, épaulé pour les questions militaires par le général Youssef Chmait, chef d'état-major de l'armée — qui se récusa à son tour. C'est finalement le général Émile Boustani, commandant en chef de l'armée, qui conduisit les pourparlers. Prenant connaissance des termes de l'accord, Najib Sadaka invoqua une soudaine maladie pour rentrer à Beyrouth sans signer.

Il fut reproché au général Boustani d'avoir fait des concessions au détriment du Liban pour s'attirer les faveurs de Nasser et des Palestiniens, en vue de nourrir ses ambitions présidentielles — alors que, dans les faits, chaque décision avait été arrêtée en coordination téléphonique quotidienne entre Le Caire et le président Héloù à Beyrouth. Ces accords posèrent un cas de conscience au chef de l'État. Consulté sur leur opportunité, l'ancien ministre Fouad Boutros aurait alors souligné le caractère inéluctable de l'affrontement : sans accord, un conflit militaire immédiat était certain ; avec l'accord, ce même conflit surviendrait quelques années plus tard. Il est probable que les dirigeants chrétiens, conscients du risque de voir l'armée libanaise se scinder selon des lignes confessionnelles en cas d'affrontement avec les Palestiniens, cherchaient avant tout à gagner du temps pour armer et organiser leurs milices.

Curieusement, les Accords du Caire furent maintenus secrets. L'article 52 de la Constitution libanaise autorise certes le président de la République à ratifier des accords internationaux sans en référer au Parlement ni au Conseil des ministres. Mais le Parlement libanais les ratifia dans une sorte d'unanimité aveugle, sans en connaître le contenu — ce qui fit dire à Raymond Eddé que le chauffeur de Yasser Arafat en savait davantage sur ces accords que les parlementaires libanais. Ils

n'empêchèrent pas pour autant la multiplication des affrontements entre l'armée et les fedayin, notamment à Bent Jbail, Kahalé, Dekouané et Haret Hraik au début de l'année 1970.

### **Le démantèlement du Deuxième Bureau**

L'année 1970 marqua la fin du mandat du président Charles Hélou. Commencé sous les meilleurs auspices, il s'acheva sur un pays divisé, soumis à la menace croissante des Palestiniens. Entre-temps, le cataclysme de 1967 avait mis fin à la protection nassérienne instaurée depuis la rencontre de Nasser et Chéhab en 1959, protection qui canalisait jusque-là les ardeurs de la rue sunnite.

À l'approche des élections présidentielles, Rachid Karamé, à la tête d'un groupe de députés chéhabistes, proposa la candidature du général Fouad Chéhab. Malgré les insistances du général de Gaulle et du président Nasser pour le convaincre de revenir au pouvoir, Chéhab déclina, estimant ne pas disposer des moyens nécessaires pour réformer le pays en profondeur et contenir la menace palestinienne — le Premier ministre sunnite refusant systématiquement toute intervention de l'armée et menaçant de démissionner à chaque tentative de rétablissement de l'ordre.

Le camp chéhabiste se mit alors en quête d'un autre candidat. Par égard pour son cousin Pierre Gemayel, la candidature de Maurice Gemayel — réformateur à fibre sociale, qui avait la faveur de Chéhab — fut écartée. Le choix se porta sur Élias Sarkis, haut fonctionnaire, gouverneur de la Banque du Liban et ancien directeur de la présidence de la République sous Chéhab. Ce choix était loin de faire l'unanimité : Rachid Karamé lui-même n'hésita pas à déclarer qu'il lui était difficile de « boucler sa veste devant un fonctionnaire ».

Réalisant que le comptage des voix lui était défavorable, l'alliance Chamoun-Gemayel-Eddé opta, sur proposition du député chiite du Sud-Liban Kazem el Khalil, pour Souleiman Frangié, susceptible de rallier les centristes. Au premier tour, Sarkis obtint quarante-cinq voix, Frangié trente-huit, Pierre Gemayel dix, Jamil Lahoud cinq, et Adnan al Hakim une voix. Au second tour qui opposa Frangié à Sarkis, on compta cent bulletins dans l'urne alors que le Parlement ne comptait que quatre-vingt-dix-neuf députés. Soupçonnant qu'Ahmad Isbir, un député de son groupe, avait voté pour Sarkis au premier tour, Raymond Eddé avait glissé un bulletin supplémentaire pour invalider l'élection. Au troisième tour, Frangié l'emporta par cinquante voix contre quarante-neuf. Le président du Parlement, Sabri Hamadé, refusa d'abord de proclamer les résultats, arguant que la Constitution exigeait la majorité absolue — soit cinquante et une voix sur quatre-vingt-dix-neuf. Après un moment de confusion, et sur les conseils du général Chéhab qui souhaitait éviter toute effusion de sang, le camp chéhabiste céda et Frangié fut proclamé président.

L'une des premières décisions du nouveau président fut de démanteler le Deuxième Bureau. Dans une mise en scène aussi théâtrale qu'improbable, le nouveau Premier ministre Saeb Salam se rendit en personne au ministère des Télécommunications, fit irruption dans la cellule d'écoute téléphonique et congédia sur-le-champ les deux agents présents. « Dorénavant, déclara-t-il devant la presse, personne n'attaquera les libertés au Liban. Les écoutes et ce genre de pratiques sont abolis à jamais. » Les officiers chevillés au Deuxième Bureau — Gaby Lahoud, Georges Harouk, Jean Nassif, Sami el Khatib, Kamal Abdel Malak et Sami el Cheikha — furent envoyés comme attachés militaires dans des contrées lointaines avant d'être déférés devant le tribunal militaire.

Alors que Beyrouth était livrée à l'activisme des services de renseignement étrangers — à commencer par le Mossad et les services palestiniens —, l'État libanais perdait ainsi son armature sécuritaire. Composé d'officiers expérimentés et compétents, le Deuxième Bureau avait pour mission de surveiller les ambassades qui complotaient contre le Liban ainsi que les acteurs politiques et journalistiques en intelligence avec l'étranger. Ces militaires avaient certes outrepassé leur rôle en s'immisçant dans les affaires politiques intérieures, suscitant un ressentiment généralisé. Mais leur disparition laissait le pays sans défenses face aux ingérences extérieures.

## **Septembre noir ou la chance manquée du Liban**

Le Liban perdit son Deuxième Bureau au moment précis où il devait faire face à l'afflux massif de l'appareil militaire palestinien et à l'installation de Yasser Arafat à Beyrouth. Chassés de Jordanie par le roi Hussein en septembre 1970, les fedayin convergeaient en masse vers le Liban, désormais le seul pays frontalier d'Israël à partir duquel ils pouvaient mener leurs opérations.

Et pourtant, en ce même mois de septembre, l'histoire aurait pu basculer autrement. Certains responsables israéliens, dont Golda Meir, envisageaient alors l'élimination du roi Hussein et l'installation d'Arafat à Amman, voyant dans cette solution une réponse au problème palestinien : la constitution d'un foyer national en Jordanie, dont soixante-dix pour cent de la population était d'origine palestinienne. Mais la pugnacité du « petit roi » et l'opposition ferme de l'administration américaine à une telle issue en décidèrent autrement. Le mauvais sort tomba définitivement sur le Liban, qui commença alors sa lente descente en enfer.

### **Les préparatifs de la guerre**

De sa mésaventure jordanienne, Arafat avait tiré une leçon capitale : une révolution et une armée régulière ne peuvent coexister. Dès son installation à Beyrouth, sa propagande — relayée par des journaux acquis à sa cause — diffusait l'idée que l'armée libanaise était l'armée des chrétiens, et les fedayin l'armée des musulmans. Il jouait habilement sur les divisions libanaises. Dans ce contexte, la montée en puissance de la force militaire palestinienne, qui s'arrogeait le droit d'agir en toute liberté sur le sol libanais, devait fatalement entrer en collision avec une armée soucieuse de la souveraineté nationale. L'affrontement eut lieu le 2 mai 1973. Le président Frangié tenta d'y mettre un terme en engageant l'aviation, mais il finit par céder devant les pressions conjuguées des ambassadeurs arabes — manquant ainsi, selon certains, la dernière occasion de sauver le Liban, à l'image de ce qu'avait accompli le roi Hussein en Jordanie.

Après cet épisode, les partis chrétiens intégrèrent le fait qu'ils ne pouvaient plus compter sur l'armée libanaise pour assurer leur défense. Ils se lancèrent dans l'entraînement intensif de leurs milices et l'acquisition d'armes. Le parti phalangiste, fort du nombre de ses adhérents, de son organisation et de sa discipline, s'imposa rapidement comme le véritable bouclier des chrétiens. Il fut demandé à chaque membre trois cents livres libanaises pour contribuer à l'armement. Des kalachnikovs furent distribuées aux familles sympathisantes, avec pour consigne de les utiliser à l'heure de l'affrontement.

Le pays se trouvait désormais coupé en deux : d'un côté les maronites, déterminés à défendre la souveraineté du Liban et leur position dans l'ordre politique ; de l'autre les sunnites, qui soutenaient la présence armée palestinienne. À leur tête se trouvaient leur chef religieux Hassan Khaled et leurs dirigeants politiques — Saeb Salam, Abdallah el Yafi, Rachid Karamé, Rachid el Solh —, personnalités modérées qui n'hésitèrent pas à rallier Arafat par solidarité panarabe, espérant se servir du levier palestinien pour rééquilibrer le rapport de force avec les maronites sur la scène politique libanaise.

Pour comprendre la position des sunnites, il faut remonter à la genèse du Grand Liban. Liés à la Syrie par des liens familiaux et commerciaux étroits, ils avaient vécu comme un traumatisme la création du nouvel État en 1920, et avaient longtemps — jusqu'à l'ère de Rafic Hariri — privilégié leur appartenance arabe à leur ancrage libanais. Leurs revendications visaient à rééquilibrer le partage du pouvoir en leur faveur. Légitimes, ces revendications ne justifiaient pas pour autant de déstabiliser le pays et de le précipiter dans le redoutable engrenage du conflit israélo-palestinien. Après la fin de la guerre, un responsable sunnite de premier plan, Nohad Machnouk, eut l'honnêteté de reconnaître que les sunnites s'étaient trompés en soutenant les Palestiniens contre la souveraineté libanaise. Si les chefs sunnites avaient suivi l'OLP par sympathie et par calcul politique au départ, ils finirent par en

devenir les otages — s'alignant sur les positions des Palestiniens et des Syriens par crainte pour leur propre vie.

Les Palestiniens trouvèrent un autre appui de taille en la personne de Kamal Joublatt, à la tête du Mouvement national libanais qui fédérait les partis de gauche. Leur programme comportait des idées intéressantes pour la réforme de l'État. Mais le véritable moteur de Joublatt était une ambition personnelle dévastatrice : lui, le fils d'une grande famille de la communauté druze fondatrice du Liban, ne pouvait prétendre ni à la présidence de la République — réservée aux maronites — ni à la présidence du Conseil — attribuée aux sunnites. Il nourrissait aussi le désir secret de venger les druzes contre les maronites, cent quarante ans plus tard, et d'effacer l'affront fait à son ancêtre Bachir Joublatt, assassiné en 1825 par le maronite Bachir Chéhab — comme il en fit lui-même l'aveu à Hafez el Assad.

Les grecs-orthodoxes restèrent relativement en retrait dans ce conflit. Une partie de leurs intellectuels se trouvaient à la tête du parti communiste et des mouvements nationalistes syrien et arabe. La position de leur communauté s'explique aussi par les circonstances de la création du Grand Liban : en 1920, les frontières du nouvel État avaient coupé les grecs-orthodoxes de leurs coreligionnaires syriens et de leur espace économique naturel, suscitant une méfiance durable envers le pays. Ce n'est qu'au milieu des années quatre-vingt que leur Patriarche, Ignace IV Hazim, confia au professeur Ibrahim Najjar que le sort des grecs-orthodoxes était désormais lié à celui des maronites.

Contrairement aux sunnites, les chiites étaient peu engagés aux côtés des Palestiniens, dont ils subissaient directement les contrecoups au Sud-Liban. Ils portaient leurs propres revendications pour l'amélioration de leur condition sociale, à travers le Mouvement des déshérités fondé en 1974 par Moussa el Sadr.

Il convient de mentionner le rôle, à cette époque, d'une jeunesse de gauche de toutes confessions — issue notamment de l'Université américaine et de l'Université libanaise — qui vibrait au rythme de la cause palestinienne. Jeunesse idéaliste mais égarée, elle se croyait tenue d'assumer « ses devoirs envers la cause palestinienne », sans mesurer ce qu'elle sacrifiait de l'avenir de son pays. Deux grandes figures de gauche eurent la grandeur morale de le reconnaître publiquement. En 1999, Georges Haoui, ancien secrétaire général du parti communiste libanais, vint trouver Charles Chartouni lors d'un colloque de sociologie à l'Université libanaise et lui dit : « Charles, je n'arrive pas à me pardonner d'avoir combattu les chrétiens. » Georges Haoui fut assassiné en juin 2005 par la mouvance pro-syrienne du 8 mars. Le jour du quarantième anniversaire de la mort de Haoui, son camarade Mohsen Ibrahim, de l'Organisation d'action communiste, reconnut dans son discours deux erreurs fatales du Mouvement national libanais : avoir livré le Liban aux Palestiniens en lui faisant porter un fardeau qui dépassait ses forces, et avoir emprunté à la légère la voie de la violence et de la guerre civile comme instrument du changement démocratique.

Bénéficiant de la sympathie des masses arabes et de moyens financiers considérables pour soudoyer une presse locale et internationale, les Palestiniens parvinrent à mobiliser l'opinion contre les maronites. Ceux-ci étaient présentés comme le symbole d'un ordre archaïque : oppresseurs racistes de droite, accrochés à leurs privilèges. Ces clichés se trouvèrent renforcés par la maladresse des dirigeants chrétiens, qui ne maîtrisaient pas l'art de la communication, ce qui leur valut une image désastreuse sur la scène internationale. Ce n'est qu'au début des années quatre-vingt — soit plusieurs années après le déclenchement de la guerre civile — que Jean Daniel, grand journaliste français, reconnut publiquement que les médias français s'étaient trompés sur la cause des chrétiens du Liban.

